

L'enseignement maritime en France

- Des établissements publics pour les jeunes : Les 12 Lycées Professionnels Maritimes
- Une formation tout au long de la vie
- Un pilotage par l'Etat via le Ministère chargé de la mer et les DIRM

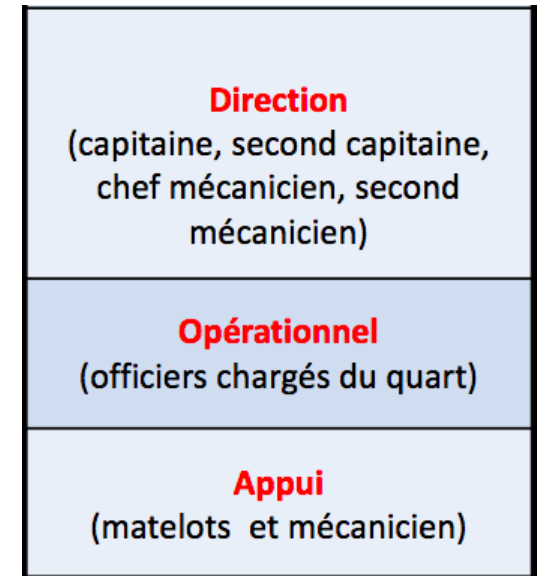


FORMER
et **INFORMER**
les marins de demain



Un cadre réglementaire international et une organisation hiérarchisée

- International Maritime Organization
- STCW
- EMSA
- Titres de la formation professionnelle maritime et prérogatives (fonctions exercées à bord)
 - Niveau de responsabilité
 - Service
 - Type de navire/navigation



De la difficulté d'intégrer la dimension environnementale dans le travail

- Rôle de l'armateur / rôle du capitaine
- La pêche maritime : un monde sous pression
 - Complexité du cadre juridique
 - Un métier plus qu'éprouvant...
 - ... qui laisse peu de temps pour s'impliquer à terre



Face à la crise : prévoir des échappatoires à terre et la diversification

- 1984-1990 : création des CAP et BEP
- 1999-2009 : création des bac professionnels
- 2014-2023 : création des BTSM
 - Améliorer le niveau et la reconnaissance des diplômes
 - Diversifier les thématiques
 - Intégrer davantage l'environnement
- 2014 : « Le pêcheur de demain sera un ingénieur de la mer, une sentinelle de la mer, un spécialiste halieutique » Gérard Romiti, ex-Président du CNPMMEM



Peu de place pour l'environnement dans la formation continue

- Obligations STCW (revalidation tous les 5 ans)
- Ascension sociale
- Pas de formation exclusivement sur l'environnement
- Cours des formateurs :
 - Anciens navigants
 - Formation des formateurs ?

Ex : Capitaine 200

Module P1-1 : Navigation - 192 heures

Module P2-1 : Manutention et arrimage de la cargaison, contrôle de l'exploitation du navire et assistance aux personnes à bord - 24 heures

Module M1-1 : Machines Marines - 72 heures

Module M2-1 : Electricité - 33 heures

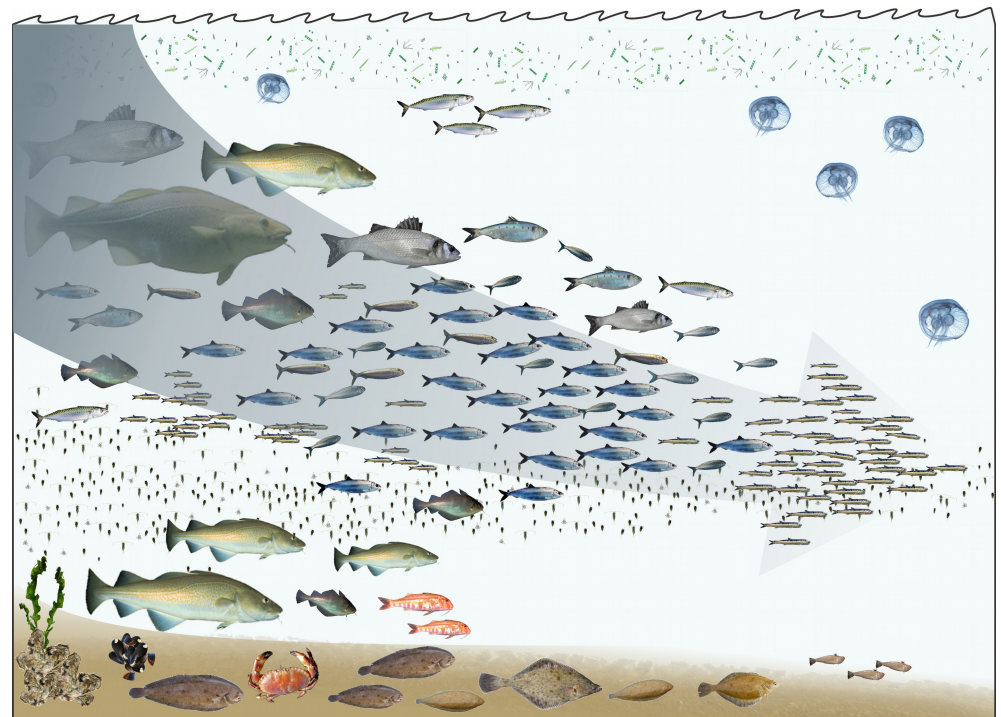
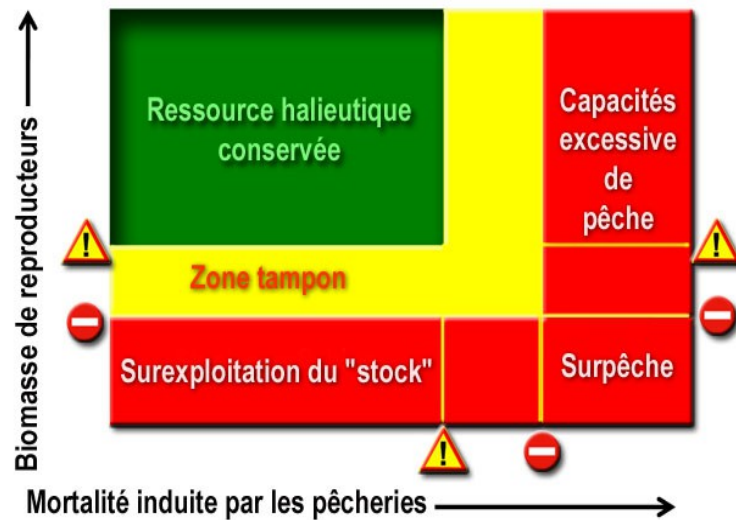
Module NP-1 : L'environnement réglementaire / Rapport de mer - 21 heures

Module Pêche : 32 heures

Total formation certifications incluses : 445 heures (soit un total de 12 semaines)

Intégrer la gestion halieutique dans le cursus « pêche »

- Un volume horaire identifié mais insuffisant (20h minimum en bac pro « pêche »)
- La dynamique des populations : des notions difficile au niveau bac pro
- Les compétences insuffisantes des enseignants en techniques de pêche
- « Gestion rationnelle de la ressource », « écologie marine », « pêchécologie » ?



La biologie marine dans le cursus « cultures marines »

- Un volume horaire important
- Des métiers du « vivant »
- Des enseignements parfois déconnectés de l'écologie concrète du milieu de production
- La difficile articulation entre savoirs vernaculaire et scientifique



L'Education à l'Environnement et au Développement Durable

- Le « Développement Durable » comme une matière à part ?
- Le rôle des associations et de l'éducation populaire



nnels maritimes

Sous-épreuve E48
Spécialisation pêche 2
(Traitement et valorisation des captures)

Sous-épreuve E49
Spécialisation pêche 3
(Environnement du navire de pêche et de l'entreprise maritime)

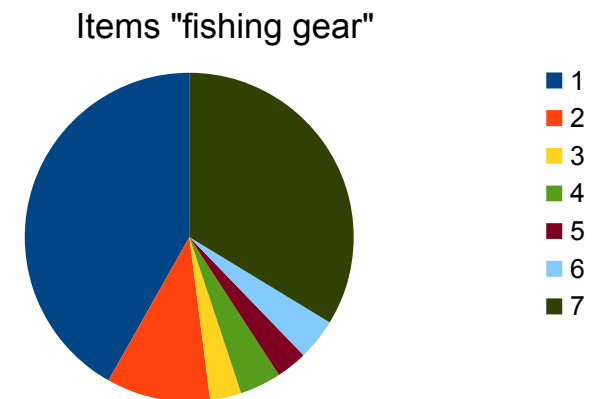
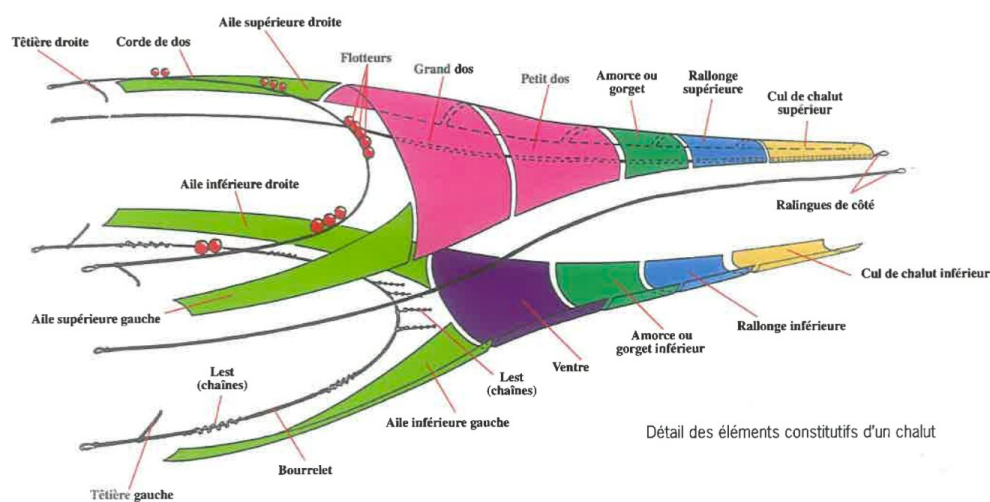
Sous-épreuve E503 :
Réglementation des activités maritimes & développement durable

Sous-épreuve E501
Gestion d'une entreprise maritime

Entretien et manutention	-	24	-	34,5	24	1,5
Traitement et valorisation des captures	27	24	1	11,5	24	0,5
Conduite de la pêche	54	24	2	57,5	24	2,5
Conduite de la pêche – TP	27	12	1	23	8	1
Gestion d'une entreprise maritime (option pêche)	27	24	1	23	24	1
Gestion d'une entreprise maritime	27	24	1	23	24	1
Réglementation des activités maritimes et développement durable	27	24	1	23	24	1

Concevoir de vrais changements pédagogiques

- La culture scientifique des enseignants est incomplète
- Modifier le contenu de la formation.
 - Pas de changement en 2019
 - Plus de 40% de la formation sur les engins de pêche porte sur le chalut
- Préparer les professionnels à l'adaptation
 - Privilégier les savoir-faire et compétences transférables plutôt que les connaissances



Une école en lien avec le monde autour

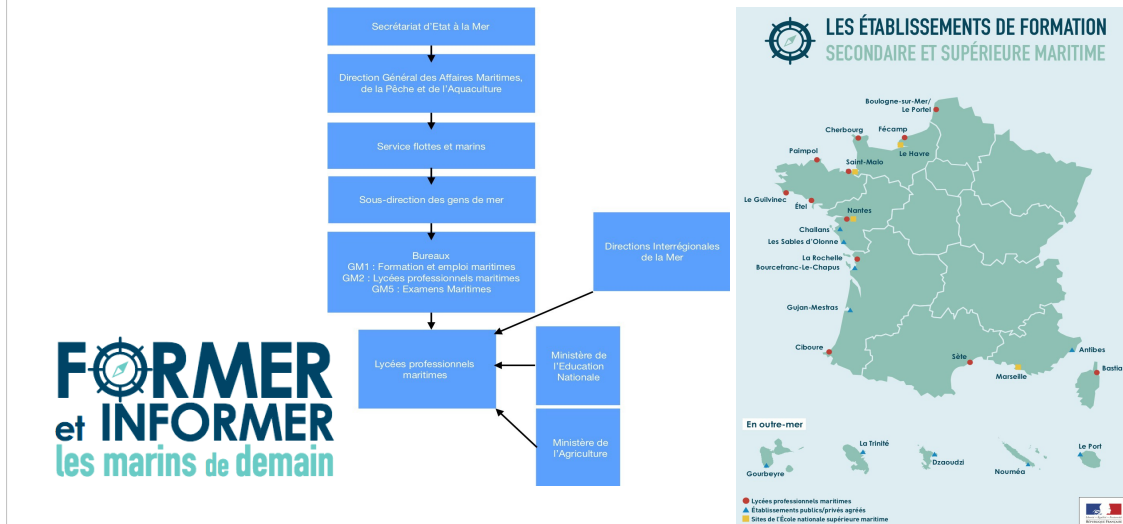
- Transmettre une culture du dialogue...
- ... dans l'école et autour d'elle



- Scientifiques
- Professionnels
- Gestionnaires

L'enseignement maritime en France

- Des établissements publics pour les jeunes : Les 12 Lycées Professionnels Maritimes
- Une formation tout au long de la vie
- Un pilotage par l'Etat via le Ministère chargé de la mer et les DIRM



On va se focaliser sur les lycées professionnels maritimes (LPM). 12 établissements en France qui accueillent environ 1800 élèves de 15 à 21 ans.

Les LPM sont aussi des lieux de formation continue, c'est-à-dire que les marins y retournent tout au long de leur vie, pour progresser dans leur carrière, ou revalider des formations à la sécurité

Pour la formation initiale, ce sont des lycées professionnels, qui permettent de passer des diplômes reconnus par le Ministère de l'Education Nationale, mais les formations dépendent du Ministère chargé de la Mer. La formation est gratuite pour les élèves.

Pour la formation continue, il s'agit d'un secteur concurrentiel, où les LPM fonctionnent plus ou moins comme des centres de formation privés.

Un cadre réglementaire international et une organisation hiérarchisée

- International Maritime Organization
- STCW
- EMSA
- Titres de la formation professionnelle maritime et prérogatives (fonctions exercées à bord)
 - Niveau de responsabilité
 - Service
 - Type de navire/navigation

Direction (capitaine, second capitaine, chef mécanicien, second mécanicien)
Opérationnel (officiers chargés du quart)
Appui (matelots et mécanicien)



La formation maritime vise avant tout à la sécurité des marins et de la navigation.

En France, l'histoire de l'enseignement maritime est aussi marqué par d'autres éléments comme la « moralisation » de la vie des marins, une certaine influence du catholicisme social, des idées de progrès social et d'émancipation,...

Les formations sont très normées et reposent sur des standards internationaux qui ne laissent pas toujours de liberté dans les enseignements.

La formation est calquée sur les fonctions à bord et donc très hiérarchisée.

Ainsi le STCW reconnaît 3 niveaux de responsabilité :

Appui/Opérationnel/Direction

Ils se déclinent selon le service (pont, machine,...) et le type de navigation.

C'est l'Union Européenne qui est signataire de la convention STCW et à ce titre, c'est l'Agence Européenne de Sécurité Maritime qui s'assure de la conformité des formations dispensées dans les pays membres.

De la difficulté d'intégrer la dimension environnementale dans le travail

- Rôle de l'armateur / rôle du capitaine
- La pêche maritime : un monde sous pression
 - Complexité du cadre juridique
 - Un métier plus qu'éprouvant...
 - ... qui laisse peu de temps pour s'impliquer à terre



Mener un navire de pêche est d'une immense complexité. La pêche française se plaint beaucoup d'une insécurité juridique qui les déstabilise : chaque zone, chaque espèce, chaque engin de pêche obéit à des règles différentes.

Dans la pêche artisanale, le capitaine est souvent l'armateur, il gère aussi bien le quotidien du navire (la pêche, la navigation) que l'économie de l'entreprise, les droits de pêche, etc.

Les pêcheurs passent énormément de temps sur l'eau, à travailler. Ils comprennent mal les décisions qui viennent de la terre et n'ont pas la disponibilité pour participer aux décisions.

La pression sur la profession est très intense : dépendance au pétrole, captures accessoires, dégradation des écosystèmes, surpêche...

Face à la crise : prévoir des échappatoires à terre et la diversification



- 1984-1990 : création des CAP et BEP
- 1999-2009 : création des bac professionnels
- 2014-2023 : création des BTSM
 - Améliorer le niveau et la reconnaissance des diplômes
 - Diversifier les thématiques
 - Intégrer davantage l'environnement
- 2014 : « Le pêcheur de demain sera un ingénieur de la mer, une sentinelle de la mer, un spécialiste halieutique » Gérard Romiti, ex-Président du CNPMM

Depuis les années 1980, on assiste à une « normalisation » de la formation maritime. Son organisation se rapproche des autres secteurs de la formation professionnelle. Les « écoles maritimes » privées sont devenues des « lycées professionnels maritimes » publics qui dispensent des diplômes reconnus par l'Education Nationale.

Cette reconnaissance vise aussi à donner des opportunités de reconversion aux marins dans un contexte où les carrières de marins sont courtes et le nombre d'emplois à la pêche en baisse.

La hausse du niveau des formations est une réponse à cette situation : des jeunes mieux formés, à différents aspects et notamment à l'environnement marin.

Peu de place pour l'environnement dans la formation continue

- Obligations STCW (revalidation tous les 5 ans)
 - Ascension sociale
 - Pas de formation exclusivement sur l'environnement
 - Cursus des formateurs :
 - Anciens navigateurs
 - Formation des formateurs ?
- Ex : Capitaine 200
- Module P1-1 : Navigation - 192 heures*
- Module P2-1 : Manutention et arrimage de la cargaison, contrôle de l'exploitation du navire et assistance aux personnes à bord - 24 heures*
- Module M1-1 : Machines Marines - 72 heures*
- Module M2-1 : Electricité - 33 heures*
- Module NP-1 : L'environnement réglementaire / Rapport de mer - 21 heures*
- Module Pêche : 32 heures*
- Total formation certifications incluses : 445 heures (soit un total de 12 semaines)*

La formation initiale représente moins d'un tiers des nouveaux entrants dans la pêche et les cultures marines.

La formation continue laisse peu de place aux questions environnementales, souvent traitées seulement d'un point de vue de la contrainte réglementaire.

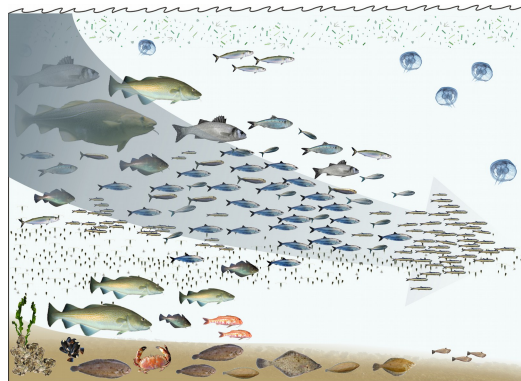
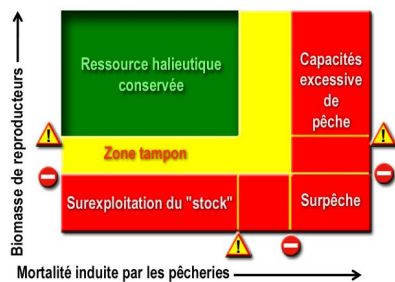
Les marins se forment par nécessité, pour obtenir les brevets indispensables à leur activité.

Il n'existe pas de formations spécifiques sur l'environnement marin (sauf dans le cadre du permis à point)

Les formateurs sont des anciens capitaines (conditions obligatoires STCW) qui ont eux-mêmes souvent participé à la surpêche généralisée des années 1990.

Intégrer la gestion halieutique dans le cursus « pêche »

- Un volume horaire identifié mais insuffisant (20h minimum en bac pro « pêche »)
- La dynamique des populations : des notions difficile au niveau bac pro
- Les compétences insuffisantes des enseignants en techniques de pêche
- « Gestion rationnelle de la ressource », « écologie marine », « pêchécologie » ?



A travers l'exemple du bac professionnel « conduite et gestion des entreprises maritimes - option pêche », on peut noter quelques difficultés.

L'approche est la « gestion rationnelle des ressources marines ».

La « rationalité » dont il est question est mal définie. Il s'agit souvent de la recherche de la quantité maximale à prélever.

Les notions de dynamique des populations sont déjà difficiles à aborder pour des jeunes qui n'ont pas une culture scientifique poussée (classe de terminale de la voie professionnelle).

Le volume horaire est trop faible pour élargir aux champs scientifiques de la biologie-écologie ou de l'économie de l'environnement.

On aimerait permettre à nos élèves de comprendre un diagnostic scientifique sur l'état d'un stock, mais nous-même on n'en est généralement pas capable.

La biologie marine dans le cursus « cultures marines »

- Un volume horaire important
- Des métiers du « vivant »
- Des enseignements parfois déconnectés de l'écologie concrète du milieu de production
- La difficile articulation entre savoirs vernaculaire et scientifique



Les formations en cultures marines intègrent davantage d'enseignement en biologie et les élèves ont conscience d'être des éleveurs donc des producteurs d'être vivants. Il existe parfois un fossé entre le projet de l'élève (« biologiste marin », « soigneur de cétacé », « éleveur de poissons d'ornement ») et la réalité de la formation : ostréiculture et mytiliculture.

L'articulation entre les savoir-faire pratiques et les connaissances scientifiques théoriques est parfois difficile. Pour les jeunes issus de famille de conchyliculteurs, un conflit de loyauté peut apparaître entre les savoirs vernaculaires et les pratiques familiales d'une part et les enseignements scientifiques et scolaires d'autre part.

La focalisation de la formation sur l'être vivant et son fonctionnement interne laisse peu de place aux réflexions sur le socio-éco-systèmes.

L'Education à l'Environnement et au Développement Durable

- Le « Développement Durable » comme une matière à part ?
- Le rôle des associations et de l'éducation populaire



Sous-épreuve E48
Spécialisation pêche 2
(Traitement et valorisation des captures)

Sous-épreuve E49
Spécialisation pêche 3
(Environnement du navire de pêche et de l'entreprise maritime)

Sous-épreuve E503 :
Réglementation des activités maritimes & développement durable

Sous-épreuve E501
Gestion d'une entreprise maritime

Activités maritimes						
Entretien et manutention	-	24	-	34,5	24	1,5
Traitement et valorisation des captures	27	24	1	11,5	24	0,5
Conduite de la pêche	54	24	2	57,5	24	2,5
Conduite de la pêche - TP	27	12	1	23	8	1
Gestion d'une entreprise maritime (option pêche)	27	24	1	23	24	1
Gestion d'une entreprise maritime	27	24	1	23	24	1
Réglementation des activités maritimes et développement durable	27	24	1	23	24	1

Il y a une vraie volonté d'intégrer davantage l'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD) dans les cursus des élèves. L'Education Nationale y travaille mais ne parvient pas à tenir ses objectifs.

C'est un enseignement particulier, parce qu'interdisciplinaire et avec un objectif politique plus que scientifique (comme l'éducation à la citoyenneté). Faut-il considérer que l'environnement est traité dans chaque discipline ou bien flécher un horaire identifié ?

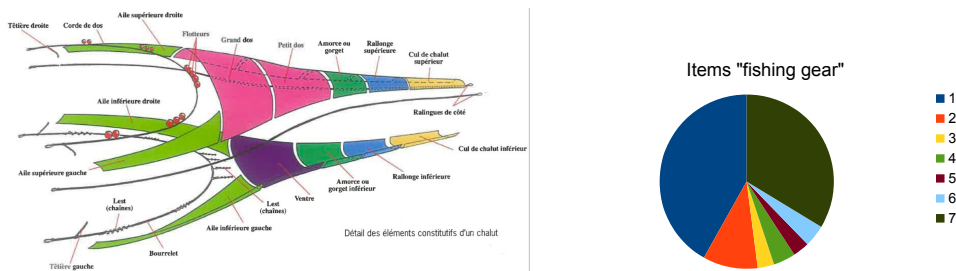
La question de la formation des enseignants est encore problématique. Le développement durable peut-être traité par les différentes approches (sciences naturelles ou sciences humaines ou bien encore prévention).

C'est un sujet souvent confié à des associations d'éducation à l'environnement qui relève de l'éducation populaire, avec des animateurs plutôt que des professeurs. Sa mise en œuvre dépend donc largement de la volonté des équipes et des établissements.

Même en orientant l'EEDD sur les sujets strictement maritimes, l'ampleur des champs à traiter reste immense : pollutions, changement climatique, énergies marines renouvelables, aires marines protégées, alimentation durable...

Concevoir de vrais changements pédagogiques

- La culture scientifique des enseignants est incomplète
- Modifier le contenu de la formation.
 - Pas de changement en 2019
 - Plus de 40% de la formation sur les engins de pêche porte sur le chalut
- Préparer les professionnels à l'adaptation
 - Privilégier les savoir-faire et compétences transférables plutôt que les connaissances



En tant qu'établissement de formation professionnelle, les enseignants ne sont pas issus du monde universitaire, mais des secteurs professionnels maritimes. C'est à la fois un atout et une faiblesse.

Les modifications de contenu des formations se font lentement. Elles sont guidées à la fois par les besoins des entreprises (parfois à court terme) et par des considérations plus politiques ou stratégiques.

A travers l'exemple de la place des arts trainants et spécialement du chalut dans les formations à la pêche, on aperçoit les limites de ces évolutions. Alors que cet engin de pêche est le plus critiqué pour ses effets sur les écosystèmes marins, il occupe la plus grande place (près de la moitié du programme).

Au fond, 2 objectifs co-existent parfois difficilement : former des marins efficaces, directement employables ou bien des futurs professionnels disposant de compétences variées et capables de s'adapter.

Dans un monde qui change, la seconde option semble attractive, mais n'est pas simple à mettre en œuvre compte tenu des éléments cités, notamment l'importance du STCW et de la sécurité en mer.

Une école en lien avec le monde autour

- Transmettre une culture du dialogue...
- ... dans l'école et autour d'elle



- Scientifiques
- Professionnels
- Gestionnaires

Enfin, l'école est à l'image de la société qui l'entoure et sa capacité à innover et à faire advenir des changements n'est pas si puissante.

Les formations professionnelles maritimes, elles, sont aussi à l'image du secteur et soumises aux exigences économiques et juridiques de celui-ci.

Dans la marge de manœuvre qu'il reste, l'idée est d'ouvrir les esprits et de transmettre une culture du dialogue. En tant qu'enseignement secondaire professionnel, il s'agit de viser l'empowerment, l'autonomisation des jeunes que nous formons. Pour cela, les collaborations et les rencontres avec les acteurs du secteur en-dehors de l'école sont essentiels. La participation des jeunes à des projets scientifiques est un moyen efficace. Les rencontres avec des gestionnaires (collectivités, AMP, etc.) et l'intégration des élèves en tant que citoyens dans les projets environnementaux sont aussi essentiels.